

FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE

Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels

Exercice Clos
Le 31 décembre 2023

Association à but non lucratif
Siège social : 18, Rue La Fayette – 75009 Paris

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

Sté d'expertise-comptable membre de l'Ordre de la région parisienne - Sté de commissariat aux comptes inscrite à Paris
SAS EXPERTS ENTREPRENDRE PARIS au capital de 500.000 euros - **SIRET** 393318647 00046 - **APE** 6920Z - **TVA** Intracom. FR35393318647
RIB BNP 30004 00760 00010047004 92 - **IBAN** FR76 3000 4007 6000 0100 4700 492 - **BIC** BNPAFRPPPE
46, rue Cardinet - 75017 PARIS - **Tél.** 01 53 84 77 77 - **Fax.** 01 53 84 77 79
Membre du réseau INTEGRA INTERNATIONAL - info@experts-entreprendre.com



FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE
Association à but non lucratif
Siège social : 18, Rue La Fayette – 75009 Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

46, Rue Cardinet - 75017 Paris

Tél 01 53 84 77 77 - Fax 01 53 84 77 79



III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation figurent au bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2023 pour une valeur nette de 75 038 531 € et représentent le poste le plus important du bilan. Les titres de participation sont évalués selon les modalités présentées dans la note « Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement » de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des valeurs d'inventaire et à vérifier le calcul des provisions pour dépréciation.

IV- Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la **FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE** à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité Exécutif.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,

Le 20 mai 2024

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

Représenté par **Arnaud GIROD**

Commissaire aux Comptes

Compagnie Régionale de Paris

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

46, Rue Cardinet - 75017 Paris

Tél 01 53 84 77 77 - Fax 01 53 84 77 79

BILAN - ACTIF

Désignation de l'entreprise : FBF - 18 RUE LA FAYETTE
 Adresse de l'entreprise : 75009 PARIS -
 Approche : NAT
 Avec les écritures de simulation : non
 Devise d'expression : Tenue de compte

Rubriques		Brut	Amortissements, provisions	Exercice clos au 31/12/2023	N- 1 31/12/2022
				Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissements			
		Frais de recherche et développement			
		Concessions, brevets et droits similaires	1 661 058	1 543 552	117 506
		Fonds commercial			6 648
		Autres immobilisations incorporelles			
		Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles			
		1 661 058	1 543 552	117 506	6 648
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains			
		Constructions			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 797 106	3 322 556	2 474 550
		Autres immobilisations corporelles			2 240 484
		Immobilisations en cours			261 235
		Avances et acomptes			
		5 797 106	3 322 556	2 474 550	2 501 719
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Participations			
		Autres participations	75 045 299	6 768	75 038 531
		Créances rattachées à des participations			
		Autres titres immobilisés	446 500		446 500
		Prêts	714 488		713 892
		Autres immobilisations financières	6 500		6 500
		76 212 787	6 768	76 206 019	76 205 423
ACTIF IMMOBILISE		83 670 952	4 872 876	78 798 076	78 713 790
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Stocks de matières premières	25 523		25 523
		Stocks en-cours de production de biens			31 786
		Stocks en-cours productions de services			
		Stocks produits intermédiaires et finis			
		Stocks de marchandises			
		25 523		25 523	31 786
	CREANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	30 479		30 479
		Clients et comptes rattachés	538 086		538 086
		Autres créances	2 552 005		2 552 005
		Capital souscrit et appelé, non versé			1 876 307
		3 120 570		3 120 571	2 904 818
	DISPONIBILITES	Valeurs mobilières de placement	19 924 678		19 924 678
		Disponibilités	3 780 919		3 780 919
		23 705 598		23 705 598	22 721 655
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avances		321 667		321 667
	ACTIF CIRCULANT		27 173 359	27 173 359	25 943 367
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Primes de remboursement des obligations				
	Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL		110 844 310	4 872 876	105 971 434	104 657 158

BILAN - PASSIF

Date de fin de période : 31/12/2023

Rubriques		Exercice N	Exercice N-1
FONDS ASSOCIATIFS	Fonds associatifs sans droit de reprise	88 254 318	88 254 318
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves statutaires et contractuelles		
	Réserves règlementées		
	Autres réserves	2 465 000	2 465 000
	Report à nouveau	262 608	
	Résultat de l'exercice	172 192	262 608
	FONDS PROPRES	91 154 118	90 981 926
Provisions pour risques & charges	Provisions pour risques		160 918
	Provisions pour charges	3 551 297	3 486 990
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 551 297	3 647 908
Dettes	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 198
	Emprunts et dettes financières divers		
			1 198
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 267 177	3 343 644
	Dettes fiscales et sociales	4 383 135	4 416 395
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	3 615 708	2 312 709
		11 266 020	10 072 749
Cpte Régul	Produits constatés d'avances		- 46 623
	DETTES	11 266 020	10 027 323
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL GENERAL	105 971 434	104 657 158

COMPTE DE RESULTAT

Date de fin de période : 31/12/2023

Rubriques		Exercice N	Exercice (N-1)
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		
	Production vendue de biens		
	Production vendue de services		
	CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Cotisations	20 843 466	21 049 028
	Subventions d'exploitation	30 667	17 333
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	7 043 141	5 428 918
	Autres produits	283 077	202 209
PRODUITS D'EXPLOITATION		28 200 350	26 697 489
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises [et droits de douane]	12 397	13 217
	Variation de stock de marchandises	2 101	- 283
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	53 451	69 926
	Variation de stock [Matières premières et approvisionnement]	4 161	1 821
	Autres achats et charges externes	11 219 083	9 920 420
	CHARGES EXTERNES	11 291 193	10 005 102
	IMPÔTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	2 269 817	1 926 882
	Salaires et traitements	9 452 840	8 892 273
	Charges sociales	4 349 235	4 180 008
	CHARGES DE PERSONNEL	13 802 075	13 072 282
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Dotations aux amortissements sur immobilisations	335 194
		Dotations aux provisions sur immobilisations	193 435
		Dotations aux provisions sur actif circulant	
		Dotations aux provisions pour risques et charges	981 964
			1 317 157
	Autres charges		1 824
	Total des charges d'exploitation (4) (II)		28 682 067
	1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		- 481 717
			206 959

COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

Date de fin de période : 31/12/2023

Rubriques		Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT D'EXPLOITATION		-481 717	206 959
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	208 235	872
	Autres intérêts et produits assimilés	556 180	43 273
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements		
Total des produits financiers		764 415	44 145
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		764 415	44 145
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		282 699	251 104
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opération en capital	103	27 150
	Reprises sur provisions et transferts de charges		395
	Total des produits exceptionnels	103	27 545
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	238	4 178
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	13 405	314
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total des charges exceptionnelles	13 643	4 491
RESULTAT EXCEPTIONNEL		- 13 540	23 054
Impôt sur les bénéfices		96 967	11 549
TOTAL DES PRODUITS		28 964 868	26 769 179
TOTAL DES CHARGES		28 792 677	26 506 570
EXCEDENT OU PERTE		172 192	262 608

FEDERATION BANCAIRE FRANCAISE
Exercice clos le : 31 décembre 2023

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Au bilan de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 105.971.434 euros.
- et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat excédentaire de : 172.192 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels ; il est précisé que les comptes annuels de la FBF n'intègrent pas les données comptables (flux de la période et situation financière de fin d'exercice) des comités territoriaux. Ceux-ci sont désormais tous devenus des associations loi 1901. Ces associations sont régies par des statuts type et ont adhéré à une Charte FBF.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture : néant

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, définies par le règlement ANC n°2018-06 relatifs aux dispositions comptables réglementaires applicables aux associations, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- | | |
|--|------------------------------------|
| - Agencement et installations 10, 15 et 20 ans | - Matériel informatique neuf 4 ans |
| - Constructions 50 et 20 ans | - Matériel et outillage 5 ans |
| - Logiciel outil 1 an | - Matériel de transport 4 ans |
| - Logiciel applicatif 3 ans | - Mobilier 10 ans |
| - Matériel informatique apporté 2 ans | - Mobilier d'art non amorti |

Immobilisations financières

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

Les titres de participations sont comptabilisés au prix d'acquisition.

Les titres de participations ont été dépréciés par voie de dépréciation afin de tenir compte de la valeur actuelle des participations et des perspectives d'avenir.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'Association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques de l'exercice : néant.

Changement de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

NOTES SUR LE BILAN

ETAT DES IMMOBILISATIONS

en euros

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement	Total I		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II		129 523
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	245 991		13 107
Installations techniques matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers	243 041		6 503
Matériel de transport	133 185		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 642 860		530 985
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	261 235		
Avances et acomptes			
Total III	5 526 312		550 594
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	75 045 299		
Autres titres immobilisés	446 500		
Prêts et autres immobilisations financières	720 392		51 275
Total IV	76 212 191		51 275
TOTAL GENERAL	83 270 038		731 393

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice
	Par virement	Par cessions	
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement, de recherche et développement	Total I		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II		1 661 058
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			259 099
Installations techniques matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers			249 543
Matériel de transport			133 185
Matériel de bureau et informatique, mobilier		18 565	5 155 279
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours		261 235	
Avances et acomptes			
Total III		279 800	5 797 106
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			75 045 299
Autres titres immobilisés			446 500
Prêts et autres immobilisations financières		50 679	720 988
Total IV		50 679	76 212 787
TOTAL GENERAL		330 479	83 670 952

ETAT DES AMORTISSEMENTS

en euros					
Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Dotations	Reprises	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et développement	Total I				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	1 524 887	18 665		1 543 552
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions		40 821	25 359		66 180
Installations techniques matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers		185 766	17 948		203 714
Matériel de transport		89 282	18 437		107 719
Matériel de bureau et informatique, mobilier		2 708 724	254 784	18 565	2 944 943
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	Total III	3 024 592	316 529	18 565	3 322 556
TOTAL GENERAL		4 549 479	335 194	18 565	4 866 108

Cadre B	Ventilations des dotations aux amortissements de l'exercice			Cadre C Provisions amortissements dérogatoires	
	Amort. linéaires	Amort. dégressifs	Amort. exceptionnels	Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	18 665				
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	25 359				
Installations techniques matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers	17 948				
Matériel de transport	18 437				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	254 784				
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
	316 529				
TOTAL GENERAL		335 194			

Cadre D	Mouvements des charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augmentations	Dotations exercice	Montant net en fin d'exercice
	Charges à répartir sur plusieurs exercices				

ETAT DES PROVISIONS

Libellé	Montant début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin de l'exercice
Provision pour refonte des sites de la FBF (158000)	276 541		100 684	175 857
Provision pour développement numérique (158100)	473 311		79 883	393 428
Provisions pour grosses réparations (157200)	205 000			205 000
Provision pour remise en état du site (158100)	255 540			255 540
Provision assistance juridique et Fiscale (Projet immobilier)	100 000			100 000
Provision campagne fraude	560 000	980 000	560 000	980 000
Provision IFC PASSIF SOCIAL (153000)	1 064 898		168 766	896 132
Provision Médaille (153100)	74 854	1 964		76 818
Provision Santé (153200)	126 846		8 324	118 522
Provision TVA sur MAD (158300)	350 000			350 000
Provision litiges (151100)	160 918		160 918	0
TOTAL GENERAL	3 647 908	981 964	1 078 575	3 551 297

L'état des provisions fait apparaître :

- une reprise de provision pour le projet de refonte des sites de la FBF de 101 k€ ; ce qui porte la provision en fin d'exercice à 176 k€ ;
- une reprise de provisions pour litige à hauteur de 161 k€ ; provisions constituées en 2016 et 2021 ;
- une provision pour grosses réparation de 205 k€ liée au projet immobilier qui est conservée à même hauteur ;
- une reprise de provision pour le financement de la mise en place de la visio-conférence et de la softphonie à hauteur de 80 k€ ; portant le montant de la provision en fin d'exercice à 393 k€ ;
- une provision pour risque TVA concernant les mises à dispositions de collaborateurs par les adhérents auprès de la FBF de 350 k€, qui est conservée à même hauteur ;
- une provision de 100 k€ pour l'assistance juridique et fiscale pour le projet immobilier de la FBF qui est conservée à même hauteur ;
- une reprise de provision pour la campagne de communication pour la lutte contre la fraude 2023 à hauteur de 560 k€ ;
- une constitution de provision pour le financement de la campagne de communication pour la lutte contre la fraude 2024 à hauteur de 980 k€.

Engagements en matière de frais de santé

Les retraités de la FBF bénéficient d'un contrat de remboursement de frais de santé signé auprès d'une compagnie d'assurance. La FBF participe au financement de ce contrat par le versement d'une contribution mensuelle fixe par retraités.

La provision annuelle 2023 atteint 118 522 €.

Engagements pour Indemnités de fin de carrière, médailles du travail et santé

La FBF évalue et provisionne ses engagements selon la méthode des unités de crédit.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont :

	2023	2022
Actualisation	4,32%	3,70 % ⁽¹⁾
Inflation		
Evolution des salaires	1,25 %	1,25 %

⁽¹⁾ y compris l'inflation

Ainsi, le montant des engagements s'élève à 1.091 k€ au 31 décembre 2023 après prise en compte d'une reprise de provision nette de 175 k€ sur l'exercice 2023, résultant de l'évolution des hypothèses actuarielles et démographiques (âge de départ à la retraite et type de départ).

Ces engagements comprennent le financement du contrat de remboursement de frais de santé pour les retraités de la FBF à hauteur de 118 k€.

En outre, la FBF a une épargne dédiée pour le financement d'indemnité de fin de carrière auprès de la compagnie Allianz Vie qui en assume la gestion pour un montant initial de 800 k€.

Cette épargne est évaluée au 31 décembre 2023 à 22 k€, après versement de 54 k€ d'indemnités de fin de carrière et des intérêts nets.

ETAT DES CREANCES

en euros

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts		714 488	42 461	672 027
Autres immobilisations financières		6 500	3 000	3 500
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients		538 086	194 203	343 883
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		37	37	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		104 615	104 615	
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur valeur ajoutée				
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers		8 078	720	7 358
Groupe et associés		2 400 623	2 400 623	
Débiteurs divers		69 130	45 565	23 565
Charges constatées d'avance		321 667	321 667	
Total		4 163 226	3 112 892	1 050 334

Les comptes de groupe se détaillent comme suit :

Libellé	Montant
CFONB	58 435
SDTB	1 204 706
REVUE BANQUE	12 440
AFECEI	132 992
FRANCE POST-MARCHE (EX AFTI)	1 869
OBSERVATOIRE DES METIERS DE LA BANQUE OMB	2 191
GUF	11 190
SCI 18 LA FAYETTE	976 800
TOTAL	2 400 623

ET DES DETTES

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 267 177	3 214 963	52 214	32 660
	Personnel et comptes rattachés	1 549 352	1 406 084	110 608	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 141 478	2 141 478		
	Impôts sur les bénéfices	96 967	96 967		
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts taxes et versements assimilés	595 337	595 337		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés	3 614 361	3 614 361		
	Autres dettes	1 347	1 347		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	Total	11 266 020	11 070 537	162 822	32 660

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le montant des CCA au 31/12/2023 est de 321 667.38 €, dont notamment :

- * 3SR : Licences 2024, montant 2.796 €
- * Adobe : Licences 2024, montant 6.505 €
- * CMS Lefebvre : Abonnements 2024, montant 8.493 €
- * Degret : Abonnements nom de domaine 2024, montant 6 729 €
- * Institute of international Finance : Cotisation 2024, montant 33.356 €
- * Kantar : analyse statistique 2024, montant 7.729 €
- * Kesys : maintenance sage 2024, montant 7.773 €
- * Prenax : Abonnements 2024, montant 38.034 €
- * Revue Banque : Abonnements 2024, montant 49.629 €
- * SOFTWAREONE Renouvellement Abonnement :8.639 €
- * MTI Maintenance VARONIS : 4.990 €
- * Abonnement PlayPlay : 3.000 €

Charges à payer :

	MONTANT
Dettes fiscales et sociales	4 383 135 €
TOTAL	4 383 135 €

EFFECTIF

La FBF dispose d'un effectif au 31/12/2023 de 138 salariés et de 14 collaborateurs mis à disposition par les banques adhérentes.

Consolidation

Dans le cadre de la loi du 20 août 2008 relative à la démocratie sociale, la FBF doit vous présenter certaines informations relatives à ses participations :

SCI 18 La Fayette

La Fédération Bancaire Française détient 99,99 % des parts sociales.
Les comptes ont été clôturés au 31/12/2023 et font ressortir un résultat bénéficiaire de 353 k€, **la situation nette atteignant ainsi 75.352 k€.**

Revue banque

La Fédération Bancaire Française détient 66,66 % des parts sociales.
Le Commissaire aux Comptes est Monsieur Christophe MAURIN.
Les comptes ont été clôturés au 31/12/2023 et font ressortir un résultat déficitaire de 194 k, **la situation nette atteignant ainsi 388 k€.**

Société pour le Développement des Techniques Bancaires (SDTB)

La Fédération Bancaire Française détient 100 % des parts sociales.
Le Commissaire aux Comptes est le cabinet Experts et Entreprendre Paris.
Les comptes ont été clôturés au 31/12/2023 et font ressortir un résultat bénéficiaire de 43 k€, **la situation nette atteignant ainsi 3.344 k€.**

Sicovam Holding

La Fédération Bancaire Française détient 0,19 % des parts sociales.
Le Commissaire aux Comptes est Monsieur Jean-Pierre EMMERICH.
Les comptes ont été clôturés au 31/07/2023 et font ressortir un résultat excédentaire de 100 756 M€, **la situation nette atteignant ainsi 974 015 M€.**